

Première partie

De l'Antiquité à l'Âge
Classique : la pensée
économique avant la science
économique

Rappels historiques

0.1 L'absence de la notion de marché

Dans l'ère pré-capitaliste, la notion de marché au sens moderne n'existe pas. Le marché au sens moderne signifie que l'ajustement des prix se fait par le marché, on a donc une flexibilité des prix. Le marché est efficace quand il y a beaucoup d'offreurs et de demandeurs.

0.1.1 Le marché foncier est inexistant

La terre n'était pas un bien librement échangeable sur le marché car elle est à la base du prestige et du rang dans la société. C'était la propriété d'une terre qui distinguait l'esclave et le citoyen libre, le serf et le seigneur. La valeur d'un terrain n'était donc pas évaluable. À l'époque féodale, celui qui possède la terre possède la pouvoir.

0.1.2 Le marché du travail n'est pas fluide

- * **Dans l'Antiquité**, seuls les esclaves travaillent. Ils sont attachés à la maison de leur maître : il ne sont pas considéré comme capable d'être autonome.
- * **Au Moyen-Âge**,
 - Dans les campagnes : les serfs - qui travaillent la terre - sont attachés à celle de leur maître. La terre est un héritage, les serfs le sont donc aussi. Ils cultivent la terre du seigneur et lui donnent la plupart de la récolte. En échange, le serf peut moudre son blé et le faire cuire grâce au moulin et au four du château. Il n'est pas payé ni libre de partir, sinon il devient un exclu de la société.
 - Dans les villes : l'apprenti est attaché au service de son maître.
 - Il n'y a pas de négociation dans la manière d'apprendre et la rémunération : les règles sont fixés par la corporation.
 - Il n'y a pas de concurrence entre les artisans : le prix est fixé par la corporation et la publicité n'existe pas.

L'idéal économique est la stagnation, et d'éviter la sous-production. Ceci est principalement dû à l'absence d'idée de technologie.

0.1.3 Le profit est interdit

De deux manières :

- Le prix ne doit pas être au dessus de son prix juste : il doit être une valeur éthique et morale, qui fait le bonheur de l'A et du V.
- L'usure (i.e le prêt à intérêt) est condamné.

Ceci principalement pour différentes raisons :

Dans l'Antiquité, c'est pour des raisons de logique : « L'argent de fait pas de petits »

Au Moyen-Âge, les raisons sont d'ordre religieuse : c'est un péché de profiter de la faiblesse d'autrui.

0.2 L'absence de science économique

Les actes économiques sont :

- La production
- La répartition
- La consommation
- L'épargne
- L'échange
- L'investissement

Ils sont étudiés, mais pas pour eux-même : on ne prend pas en compte tous les domaines des actes économiques, et on a pas de connaissance systématique (i.e les relations d'interdépendance et de quantification). Les actes économiques sont étudiés comme étant à la base de la vie sociale et politique : ils ne sont qu'un outil pour fonder le bien-vivre ensemble.

Ils assurent

- Le vivre : ces actes permettent une vie décente. Exemple : L'agriculture permet de se nourrir, l'artisanat de s'habiller, etc ... Mais pour ARISTOTE, cela ne suffit pas.

- Le vivre bien :

* **Dans l'antiquité**, c'est une question éthique et politique : ce qui importe c'est la vie en société, l'organisation des pouvoirs et par conséquent, des richesses. Le bien-vivre prend son sens dans une Cité ou un État. La réflexion économique est influencée par le politique. Exemple : Concernant la propriété des richesses, doit-elle être privée ou collective ? Une fois la réponse politique étant donnée, on en tire des conséquences économiques.

* **Au Moyen-Âge**, c'est une question religieuse : on cherche à vivre en conformité avec les préceptes de l'Église. Les religieux détiennent la connaissance, et leur compréhension est déterminée par leur foi. Exemple : Le prêtre est-il conforme aux préceptes de l'Église ?

On a une première rupture avec les mercantilistes : dans l'Antiquité et au Moyen-Âge, la pensée économique est normative (on regarde ce qui devrait être). Or les mercantilistes rajoutent le souci du terrain : la question est celle de l'enrichissement du Roi. On a ici un objectif pragmatique, et non pas de ce qui devrait être.

L'économie devient alors un art, i.e une pratique. Mais ce n'est pas une science car il n'y a pas de relations, de lois, de savoir généralisé.

Chapitre 1

Les philosophes de l'Antiquité

1.1 Platon (427-347 av J-C)

La pensée grecque s'intéresse exclusivement aux problèmes concrets de la vie humaine : comment vivre et vivre bien ? Pour eux la meilleure Cité est celle où il y a le plus de bonheur.

Économie : Gestion au sein de la Cité des biens rares, dans le but de satisfaire les besoins de chacun. C'est donc une organisation qui se fait au sein de la Cité.

Les principales questions sont

- La propriété : l'appartenance des ressources.
- La division du travail : l'organisation de l'exploitation des ressources.
- La justice sociale : La répartition des biens produits.

On va s'intéresser ici au lien entre micro et macro.

1.1.1 Le problèmes des désirs illimités

La justice sociale a pour fonction de donner l'harmonie dans la Cité. Or on a des conflits de répartition des biens (matériels, d'honneur, de pouvoir) qui rende la Cité instable.

Mais nous n'avons pas seulement des besoins matériels, sinon nous serions à l'image d'une ruche. Nos désirs sont illimités, il devient difficile d'assurer une justice sociale avec cela. Il faut alors identifier les véritables besoins indépendamment des désirs, i.e analyser les besoins spécifiquement humains et les biens permettant de les satisfaire.

Platon distingue :

- Les besoins naturels : ce que le corps impose et qui sont satisfaits par les biens matériels.
- Les besoins sociaux : ce dont notre esprit a besoin : la connaissance, la discussion, la participation à la vie politique. Ils sont suscités par le regard des autres et sur les autres (les comparaisons interpersonnelles, les jeux de miroir de la vie sociale).

Les désirs illimités de besoins matériels ou immatériels s'expriment toujours dans la société. Or ces désirs de richesse pose problème : ils menacent de débordement et de chaos car c'est l'occasion du débordement des passions. Ils peuvent entraîner le vol, l'assassinat, l'exploitation du travail des autres, la concentration des richesses et amènent à l'anarchie. La question est alors de contenir ces désirs, i.e d'assurer la justice sociale.

1.1.2 La division du travail comme solution

Platon répond en cherchant la cité idéale, celle qui est parfaitement juste. Selon lui c'est celle qui assure le bonheur de tous. Or nous avons des talents différents et des dispositions inégales par nature, compensé en partie par l'éducation et l'assouvissement des désirs pour tous. Platon constate que l'on produit mieux, plus facilement et en plus grand nombre quand chacun - selon ses aptitudes et dans le temps convenable - se livre à un seul travail et est dispensé de tous les autres.

La division du travail est donc justifiée par des dispositions naturelles.

Justification de Platon	Justification moderne
L'augmentation de la productivité est lié à la possibilité laissée à chacun de se spécialiser dans ce pourquoi il est le mieux fait. Aspects qualitatifs et motivationnels	L'accroissement de la productivité est lié à la division du travail pour elle-même. Aspects quantitatifs

La division du travail entraine 2 questions :

- Comment la division du travail doit-elle s'organiser dans la cité ?
- Comment répartir les fruits du travail ?

Ces 2 questions portent sur la répartition qui est la problématique majeure faisant le lien entre la politique et l'économique.

La répartition des rôles

1. Les travailleurs
2. Les gardiens permettent d'éviter les conflits externes : avec la division du travail, les richesses de la Cité augmentent et suscitent l'envie d'autres Cités, générants des conflits.

3. Les chefs doivent éviter les conflits internes : La division ne profitant pas de la même façon à tous, cela entraîne des risques de conflits entre les citoyens. Il faut donc des chefs pour diriger la Cité, privilégiant le débat public en veillant que à ce que les citoyens exercent leurs vertus. Ils doivent
 - posséder le savoir, la connaissance
 - être sages, qui ne soient tentés ni par le désir de richesse ni par le pouvoir de la force.

La répartition économique des richesses

On peut répartir les richesses selon différents moyens

L'égalité géométrique est une répartition proportionnelle à soit :

- La contribution : mais les aptitudes naturelles sont inégales.
- Les besoins : mais ils sont différents compte tenu des personnes et des niveaux de vie.
- Le mérite peut se mesurer
 - à l'effort : mais ceux qui ont des aptitudes supérieures seront plus valorisés.
 - à la vertu : or celle-ci ne s'impose pas par la force mais s'éduque.

Quelle que soit les répartitions géométrique, elle crée des inégalités structurelles.

L'égalité arithmétique qui correspond à une égalité stricte. Mais elle pose problème car elle est désincitative et entraîne donc des conflits.

Pour Platon, la solution se trouve dans la propriété collective des moyens de production car elle atténue la soif de possession des individus. À travers une participation collective, on a un traitement des citoyens de manière égale et une répartition égale elle aussi.

Mais ceci reste une utopie de la Cité idéale. Elle est irréalisable à cause des paresseux, de ceux qui veulent profiter des autres, et du fait que nous ne sommes pas des sages.

Ainsi, toutes les sociétés concrètes sont vouées à la dégénérescence.

1.2 Aristote

C'est le disciple de Platon, et a le même objectif : comment réaliser le bien-vivre ensemble ? Mais pour lui la méthode d'analyse de Platon est fallacieuse pour deux raisons :

- Elle est trop abstraite
- Le fossé énorme entre l'utopie et la réalité entraîne le pessimisme avec l'idée de dégénérescence.

Oïkos nomos = bonne gestion de la maison

Aristote recommande l'utilisation d'une méthode empirique, en revenant à la réalité concrète. L'approche est téléologique : on s'interroge sur la nature des choses et des personnes : la nature ne fait rien en vain, et que c'est en étudiant la nature que l'on va comprendre comment les choses fonctionnent et ce pourquoi elles sont faites. Exemple : L'Homme est un animal politique

Il considère le cas de la Cité : Pour assurer le bien vivre, il faut une organisation politique, ayant pour objectif de contenir les désirs illimités. Assurer le bien-vivre correspond donc à tempérer les désirs, en trouvant un juste milieu pour assurer la justice sociale.

Il faut donc étudier les principes de la justice sociale dans la Cité, i.e étudier les institutions au sein de la Cité pour régler le problème des besoins et des désirs.

La famille est l'unité économique de base : Oïkos nomos = bonne gestion de la maison. L'approvisionnement de la famille (chasse, pêche, agriculture, ...) est une forme naturelle - donc légitime - d'acquisition. La propriété privée est donc naturelle, alors que la propriété commune entraîne une inefficacité dans leur gestion et le malheur. Mais une famille vivant en autarcie ne peut pas pallier à ces besoins variés et complexes. On a donc deux notions importantes au bien-vivre de la famille :

- La division du travail
- Les échanges
 - ° Le troc qui est limité car il faut qu'il y ait coexistence et concordance des besoins.
 - ° Le marché qui permet de faire des échanges généralisés anonymes. Les prix donnent des informations sur les offreurs et les demandeurs.

Se pose alors le problème principal : celui de la meilleure manière de régler la circulation et la répartition des richesses, le traitement de ce problème global étant la justice sociale.

Aristote distingue 2 justices :

1.2.1 La justice commutative

C'est l'exercice du juste dans l'échange (notamment sur la question du prix). Pour qu'il n'y ait pas de spoliation, il faut que la chose reçue soit équivalente à la chose donnée.

Le marché est un instrument du bien-vivre. C'est une idée que l'on retrouve dans l'économie du bien-être (Pareto) où l'on étudie la maximisation du bien-être individuel et collectif, ce qui fait de l'économie une science morale. À travers l'échange, c'est le rapport aux autres, le lien social qui se joue.

Le juste prix est une mesure qualitative, éthique. C'est celui qui

- convient aux 2 parties

- relève du sentiment du juste
- exprime ce que chacun attend pour soi de l'attention de l'autre : les prix sont personnalisés, reflétant le besoin de ce que l'autre peut nous procurer. Il n'est pas indépendant de ceux qui font les transactions.

Pour connaître le prix de juste, on a recours à l'art de la chrématistique (l'art d'acquérir les richesses).

- * La bonne chrématistique : Elle est nécessaire à l'approvisionnement de la famille, et de la communauté politique. La monnaie est
 - un intermédiaire des échanges
 - un étalon de valeur des besoins des marchandises, d'échanger.
 On a un modèle

$$M - A - M$$

Elle permet d'évaluer les besoins simultanés de l'offreur et du demandeur, le besoin d'échanger. Le prix reflète le besoin subjectif des agents qui échangent. Exemple : Un paysan vend son blé puis achète des vêtements. Les métaux sont le meilleur support par leur homogénéité, maniabilité, stabilité, divisibilité.

- * La mauvaise chrématistique : C'est la recherche des richesses pour elle-même, lorsque l'on fait du commerce pour accumuler de l'argent. L'argent est ici une réserve de valeur, il n'est pas utilisé pour satisfaire les besoins. On développe le prêt à intérêt dans cette chrématistique. Le modèle est du type.

$$A - M - A$$

Exemple : Le commerçant achète du blé au paysan pour le revendre plus cher.

Marx a repris cette distinction entre bonne et mauvaise chrématistique à propos du capital.

On peut noter qu'Aristote ne s'intéresse pas au système productif. Ne s'intéresse pas au syst productif.

1.2.2 La justice distributive

C'est l'exercice juste dans la répartition des richesses : chacun est satisfait de la part qu'il reçoit. Elle concerne les dotations avant échanges, or ces dernières sont inégales à cause :

- Des places différentes dans la division du travail
- Des résultats différents pour une même place dûs à
 - Une inégalité d'effort fourni dans le travail.

- Une inégalité de chance au départ ou au cours de la vie.

Pour Aristote, l'égalité arithmétique est injuste à cause de ceux qui ne font pas d'efforts et inefficace à cause de la propriété collective. La justice distributive doit donc être basée sur une égalité géométrique

- selon ses besoins, mais c'est inégal car ils varient d'une personne à l'autre.
- selon sa contribution, son effort (i.e son effort).

Cette justice doit être à la base du système productif et du système politique. Elle se décline en 3 aspects :

1. **La justice des institutions** à la fois dans la répartition des terres et des honneurs. On applique une règle universelle.
2. **L'équité** en prenant en compte les circonstances particulières.
3. **La bienveillance** dans les jugements personnels.

Exemple : Aujourd'hui dans l'emploi : on mesure le salaire à la productivité (l'effort). Les politiques de chômage des seniors proposent des indemnités mais aussi des formations (l'équité et la bienveillance).

Aristote plus proche de nous ...

- Sa vision de la politique et de l'économie n'est pas dramatique.
- Il pose un éthique économique en vue du bien être collectif.
- Le marché est donc un instrument en vue du bien-être collectif.

... Mais plus éloigné que Platon

- Il n'a pas d'analyse de la production et du système productif
- Il croit en l'esclavage

Chapitre 2

Les scholastiques du Moyen-Âge : « Penser l'économie à partir des préceptes de l'Église »

2.1 Faits historiques

Après les Grecs, la pensée économique accuse un grand vide. La pensée médiévale se structure autour des textes religieux et prend son essor à partir de la prise de Constantinople en 1204 par les Croisés. On note l'introduction à la fois :

- des textes d'Aristote en Occident
- d'une grande quantité d'or

Comme le XIII^{ème} est caractérisé par une amélioration des conditions de vie, les savants de l'époque s'interrogent sur les raisons de cette amélioration, son lien avec l'accroissement de la quantité de monnaie en circulation et ce qu'en dit Aristote.

Les savants sont des gens d'Église, et n'ont pas de pensée économique jusqu'au XII^{ème}.

L'Église a deux principes :

1. La défiance à la richesse : Le chrétien de passage sur terre, avant d'accéder au salut éternel est peu sensible à la richesse et à son augmentation. (Évangile de St Matthieu, vœux de pauvreté des Franciscains).
2. Le respect et la nécessité du travail : le serf est celui à qui l'on va pouvoir faire la charité, le seigneur est un rival à la puissance de l'Église.

La question est donc de rendre les conditions de cet essor compatible avec les préceptes de l'Église? On relit Aristote en le mettant au service de la théologie pour concilier les préceptes de la morale chrétienne et une activité économique qui connaît un premier essor. On retrouve la condamnation de la mauvaise chrématistique, mais pour des raisons religieuses et non plus éthiques. Pour Thomas d'Acquin, l'argent détourne des vraies richesses qui sont les richesses divines. Ce dernier va assouplir les préceptes, et il le peut le faire grâce à 2 enjeux :

- Doter l'Église d'une pensée économique
- Rendre compatible les préceptes avec les pratiques économiques

2.2 La défense de la propriété privée

L'Homme ne peut pas être propriétaire de la Nature car elle appartient à Dieu, mais le soin que l'on met à gérer un bien privé est plus grand que celui que l'on met à gérer un bien commun. Ce qui appartient à tous n'appartient à personne et est laissé à la négligence voir à l'abandon. Le respect de la propriété privée se manifeste dans l'absence de taxe foncière.

Pourtant

- L'Église prélève une dîme (10% de la production) pour redistribuer (charité, services pub)
- L'État a un rôle économique :
 - Il est garant de la monnaie
 - Il est maître de la quantité de monnaie en circulation

L'Église a un pouvoir énorme sur la société car elle intervient sur la répartition des richesses.

2.3 Le juste prix

À l'époque romaine, on a une judiciarisation de la doctrine aristotélicienne du juste prix. Le code Justinien regroupe des textes juridiques effectués au VI : Il prévoit des sanctions pour celui qui dans un échange a commis le *crime laesio enormis* (la vente à un prix excessif).

Thomas d'Acquin dépasse l'aspect juridique : c'est aux parties prenantes dans l'échange de décider, pas au magistrat. Elles doivent juger si le prix leur convient : le V doit rentrer dans ces frais et l'A n'a pas de raison de se plaindre.

Le jugement moral doit primer (comprend le jugement des autres : se sont-ils bien comparés compte tenu des normes de la vie sociale et religieuse?).

1. La libre concurrence : les parties sont libres d'échanger ou non.

2. Le prix proportionnel à la condition sociale (= rang dans la société) donc à la richesse relative des 2 parties. Exemple : Si l'acheteur est un grand seigneur, il doit consentir à payer plus un manant. Si l'acheteur est nécessaire, le vendeur doit faire un rabais par charité.
3. Le prix honorifique dans le cas où l'on paie sans pouvoir évaluer le service rendu. Exemple : Le juriste, l'écrivain, le médecin : on paie pour honorer leurs compétences.

2.4 Le prêt à intérêt

On a une réprobation morale : le prêteur tire profit de la situation de faiblesse de l'emprunteur.

Thomas d'Aquin fait la distinction entre le crédit et l'usure.

- L'usure a un taux d'intérêt élevé et fait profiter de la faiblesse de l'autre.
- Le crédit considère l'intérêt comme la juste compensation que doit recevoir le créancier lorsqu'il se prive de cette somme. Il se justifie aujourd'hui par le risque et la préférence pour la liquidité.

L'Église doit faire appel aux banques pour ses grands chantiers et elle a recours aux banquiers juifs car l'usure est interdite entre juifs mais pas avec les non-juifs. Ces préceptes vont donc lui permettre de se passer d'eux. Ceci prépare le capitalisme en gestion.

La société médiévale est tri-fonctionnelle :

- Le paysan produit
- La noble se bat
- L'Église garantit le salut éternel

Le marchand est considéré comme un paria.

1^{ère} réhabilitation du métier de marchand (si une vente se fait au juste prix, le profit est juste) mais il ne fait pas du commerce une condition suffisante de l'essor économique.

Chapitre 3

Les mercantilistes : « L'économie au service du Prince »

3.1 Contexte historique

Après les drames du XIV^{ème} (peste, guerre de 100 ans), le XV^{ème} voit 3 grandes mutations :

1. Les grandes découvertes
 - L'ouverture de nouvelles routes commerciales : Amériques et Indes
 - L'afflux d'or et d'argent : financement de grands mouvements + appauvrissement de la noblesse de terre au profit de la classe commerçante.

Le commerce devient une activité digne de louanges car l'argent est considéré comme source principale de richesse.

2. Les industries naissantes : imprimerie, artillerie, textile de luxe. 1^{ères} mécanisation et 1^{ères} grèves (canuts de Lyon). Notamment grâce aux innovations scientifiques et techniques.

La mentalité de l'entrepreneur se soucie des débouchés nationaux et internationaux et qui prend le risque d'investir fait son apparition.

3. L'émancipation à l'égard de l'Église
 - **La Renaissance** : On a une redécouverte de la pensée grecque originelle. La richesse n'est pas condamnable si elle permet de jouir plus de la vie et n'est pas une fin en soi. On tente de maîtriser la nature par le savoir, de rendre l'Homme maître et possesseur de la Nature (alors que selon l'Église, elle appartient à Dieu).
 - **La Réforme** : On a un rapport direct entre la personne et le divin, la naissance d'une liberté de conscience qui coupe la médiation de l'Église.

Le travail est considéré comme une vertu, et ses fruits sont les signes de la prédestination.

On assiste à l'écllosion de l'esprit du capitalisme (Weber) : on est incité à développer un esprit d'accumulation. En Europe, il y a sécularisation des biens de l'Église et suppression des monastères. Avec la circulation des marchands, on a la circulation de l'esprit capitaliste. Le rôle de l'afflux de monnaie conduit à ne plus voir la circulation de l'argent pour lui-même comme un opprobre mais une source d'enrichissement.

Mercantiliste : de l'italien *mercante* qui signifie marchand. C'est une tendance centrale de la pensée économique du XVI^{ème} et du XVII^{ème}.

- Ce n'est pas une école de pensée car
- il n'y a pas de théorie unifiée du fonctionnement économique.
 - il n'y a pas de lois économiques : l'économie est ce qu'en font les hommes au service du Roi.

C'est un mouvement intellectuel cosmopolite, il y a plusieurs traditions mercantilistes selon le contexte national.

Pays	Type de Mercantilisme	Description
Espagne	Bullionisme	La source de richesse est l'or et l'argent
France	Colbertisme	L'enrichissement du pays et celui de l'État
Angleterre	Commercialiste	L'enrichissement est favorisé par le monopole
Allemagne	Caméralisme	L'enrichissement est celui des recettes publiques

Le problème commun est de fournir à l'État les moyens d'une puissance renforcée. L'objectif d'enrichissement est louable (l'argent peut faire le bonheur). L'enrichissement des citoyens est le moyen d'accroître la puissance de l'État.

Ce sont des pratiques fondées sur des idées communes :

3.2 Les éléments fondateurs

3.2.1 L'économie fonctionne comme un jeu à somme nulle

Il n'y a personne qui gagne sans qu'un autre y perde. Le commerce international en crée globalement aucune richesse : il y a redistribution entre les nations préexistantes. Ce qu'un pays gagne grâce à un excédent commercial, un autre le perd.

Il faut être protectionniste pour éviter que la richesse du pays diminue, mais il faut aussi exporter. Or si tout le monde est mercantiliste - donc protectionniste - il n'y aura pas d'augmentation des richesses car personne n'exportera. La solution est d'avoir des manufactures dont la production est tournée vers l'exportation : on développe les biens qui n'existent pas ailleurs.

On a deux moyens pour augmenter les richesses :

L'afflux de monnaie

On a à l'époque une idée populaire telle que l'argent fait la richesse ou que la richesse consiste dans l'abondance d'or et d'argent. C'est notamment la vision de l'Espagne et le Portugal, dans le buillonisme (qui signifie thésauriser i.e garder l'argent pour lui-même). Cela se traduit par :

- Interdiction des sorties d'or : interdiction de l'accès de commerçants étrangers.
- Interdiction des importations : commerce exclusif entre les colonies et la métropole.
- Interdiction des exportations pour éviter les fuites.

Mais ceci entraîne :

- La pénurie : il n'y a pas de développement de l'activité agricole, industriel entraînant disettes, famines.
- L'inflation : l'abondance d'or entraîne une hausse des prix, et la difficulté à se procurer des denrées amplifie le processus.

Développer l'industrie

La théorie des harmonies La richesse d'un État est constituée par les profits des manufacturiers puis des marchands qui permettent d'écouler les produits. Il faut donc développer les manufactures et le commerce : pour cela, il faut de la main d'oeuvre et es capitaux en abondance. Or l'abondance de ces derniers est ce qui permet à l'État d'être puissant. Il y a donc harmonie entre le but des commerçants, des manufacturiers et l'État.

En pratique on a

3.2.2 Le colbertisme ou le développement industriel fortement encadré par l'État

Elle est la mise en pratique d'une politique mercantiliste volontariste, industriel, dirigiste et protectionniste.

Comparaison avec l'Angleterre et la Hollande

Le mercantilisme est la recherche de la suprématie des échanges par un balance commerciale suréquilibrée. On a une guerre commerciale et miliaire.

Grâce à un protectionnisme :

- En Angleterre et Hollande : Le taux d'intérêt peu élevé obtenue par la loi ou l'abondance de monnaie stimule la demande auquel s'ajoute la suprématie des mers.
- En France : Développement du commerce, de l'industrie manufacturière, des infrastructures de transport. On joue sur la spécialisation notamment des biens de luxe.

Un mercantilisme dirigiste et protectionniste

- Développement de manufactures d'État protégés par le droit de douane prohibitifs (tapisserie, armes).
- Monopole d'exportations grâce à des manufactures privées (glaces, draps, soieris).
- Fondations de grandes compagnies commerciales avec privilèges et monopoles (Indes orientales).
- Développement de la Marine Marchande et Militaire
- Développement des infrastructures (canaux, routes, ports maritimes).

3.2.3 Le mercantilisme fiduciaire de J.Law

L'enrichissement d'un pays dépend de l'existence d'un système bancaire performant. En France on a le développement d'une activité industrielle : il faut donc un système bancaire.

1716 il crée la Banque Générale ayant pour objectif d'assainir les finances publiques. Elle émet des billets convertibles de dépôts de monnaie métallique. On peut ainsi racheter des effets de commerce (traites) contre le billet. On peut aussi vendre sa créance moyennant commission et agios. Le débiteur remboursera ensuite la Banque Général.

Le système est fiduciaire : le montant des billets en circulation dépasse la quantité d'or détenue par la Banque, le système repose donc sur la confiance. Le supplément de billets créés par la Banque est gagé sur les profits réalisés par l'activité du commerce International. On parie sur le fait que la balance commerciale sera rééquilibrée, ce qui viendra combler l'écart entre la quantité des billets émis et la quantité d'or disponible.

L'État prend le contrôle des principales compagnies de commerce maritimes pour pouvoir engreger les profits et les fusionne en Compagnie perpétuelle des Indes. Les créanciers de la Couronne (ceux qui ont fait crédit à l'État) peuvent échanger leurs créances contre des actions de la compagnie dont on attend de gros profits. L'émission des billets est gagée sur les stocks d'or déposés et sur l'activité de la compagnie.

En 1718, la Banque Générale devient la Banque Royale et en 1720, on assiste à la naissance d'une bulle spéculative sur les actions de la compagnie (qui passent de 500 à 15 000 livres) ce qui était disproportionnée par rapport aux possibilités de mise en valeur de la Louisiane. Ce phénomène entraîne la perte de confiance dans les billets. Les actionnaires vendent et les porteurs veulent échanger leurs billets. C'est la banqueroute, et la Banque Royale disparaît.

Il faudra attendre Napoléon, pour créer la Banque de France. La spéculation se développe sous le II^{ème} Empire avec les grands travaux publics. Au tournant des XVII^{ème} et XVIII^{ème}, avec le développement commercial et/ ou

industriel, les économies se libèrent de la dépendance de l'État. L'idée mercantiliste selon laquelle l'intervention de l'État est indispensable à l'enrichissement d'une nation est de plus en plus discutée. L'idée contraire apparaît chez les Français et se répand chez les britanniques. On en arrive à l'idée que l'économie forme un système autonome régi par les lois naturelles.

Deuxième partie

Le XVIII^{ème} et la naissance de la science économique

Rappels historiques

3.3 L'émergence de l'ère capitaliste

Elle est caractérisée par :

- Propriété privée des moyens de production
- Recherche du profit
- Accumulation du capital
- Liberté des échanges

3.3.1 En Angleterre

La 1^{ère} révolution industrielle en 1750 est centrée sur la métallurgie et le textile. Elle est déclenchée par le mouvement des enclosures : les gros propriétaires imposent au Parlement le vote de lois obligeant tous les propriétaires à enclore leur domaine. Les petits propriétaires n'en n'ont pas les moyens, et ce n'est pas rentable pour eux, ce qui les entraînent vers la faillite. Ils deviennent alors une main d'oeuvre migrant vers les villes et constituant la classe ouvrière.

On a l'apparition de 3 classes :

- Les **rentiers** vivent sur la rente de leur terre.
- Les **prolétaires** vivent grâce au salaire issu de leur force de travail.
- Les **capitalistes** vivent sur le profit dégagé sur l'exploitation des prolétaires.

La 2^{ème} révolution industrielle est centrée sur l'électricité et s'est développée simultanément.

3.3.2 En France

On observe une industrialisation tout au long du XVIII^{ème} (dans la suite du colbertisme). L'économie française reste à dominante agricole jusqu'à la fin du XVIII^{ème}. Son déclin commence dès le XVIII^{ème} : la superficie de terres incultes augmente, alors que la manufacture et le commerce continuent de se développer de plus en plus.

Ce déclin est dû à :

- Une misère de plus en plus grande : La charge des impôts royaux et seigneuriaux sur les paysans devient trop forte. Les cultivateurs sont corvéables à merci. De plus le Roi invite les seigneurs à mépriser l'agriculture et à dépenser leur argent dans les biens de luxes.
- L'intervention réglementaire de l'État qui l'accentue : Certaines cultures sont interdites ou limitées. On instaure une police des grains pour contrôler les prix (afin d'éviter la spéculation) et l'on prélève des droits sur les marchés et les foires.

On a donc

- * Une absence d'investissement dans l'agriculture
- * Une augmentation de la consommation de luxe
- * Des paysans abandonnant les campagnes

Les capitalistes marchands et industriels s'encrent de manière progressive mais certaine dans la société française. L'économie s'émancipe de la tutelle de l'État, et les 3 classes apparaissent. Il faudra attendre la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle pour voir apparaître le capitalisme financier.

3.4 La naissance de la science économique

Elle née dans ce contexte d'émergence de la société capitaliste, donc dans une économie en pleine transformation. Elle consiste à considérer l'économie comme un système autonome. On a :

- Une interdépendance des actes économiques
- Des relations régies par des lois naturelles (et non divines ou discrétionnaires).

La science économique est née en France avec les Physiocrates. C'est une école fondée par Quesnay (1669-1774). Pour lui, il existe en économie des lois comme dans les sciences de la nature. Ces lois sont quantifiables et pour les étudier, il faut partir d'une théorie de la valeur (i.e étudier d'où vient l'accroissement des richesses).

Les physiocrates sont aux sources du libéralisme et de l'économétrie. Pour eux la source de la valeur est la terre, et l'industrie est considérée comme stérile.

Adam Smith, avec *La Richesse des Nations* signe l'acte de naissance de l'École Classique. Il considère l'économie comme un système de marchés régis par des lois naturelles, et la source de la richesse étant le travail. Déterminer les lois du partage de la richesse entre les 3 classes, telle est la principale question des classiques.

Chapitre 4

Les Physiocrates

4.1 Les précurseurs au tournant des XVII^{ème} et XVIII^{ème}

4.1.1 Boisguilbert (1646-1714)

Ce lieutenant de police qui a pour mission de maintenir l'ordre - notamment dans les marchés et les foires - intervient souvent dans les discussions sur les prix. C'est de cette manière qu'il s'intéresse au le mécanisme de formation des prix. Il écrit un grand ouvrage en 1697 où il s'intéresse à la cause de la diminution des richesses dans la France du XVII^{ème}. Il estime que le produit national s'est réduit de 500 millions de livres par an depuis 1660 et jusqu'à la fin du règne de Louis XIV. Or les dépenses du Roi n'ont augmentée que d'un tiers alors qu'elles doubleraient sur 30 ans depuis 200 ans. Il constate aussi un mauvais fonctionnement des affaires et un appauvrissement des campagnes. Or cela ne peut pas s'expliquer seulement par les dépenses royales. Il analyse donc les relations entre la consommation et la production.

Son analyse se fait en 3 temps :

1. Constat : L'argent est seulement un moyen de faciliter les transactions. Ce qui est important c'est la quantité de biens et services produits échangés. Or cette quantité augmente quand la consommation augmente.
2. Principe : La consommation crée la production, elle est la source du revenu (cf. la Théorie de la demande globale). Les riches ne compensent pas la réduction de la consommation des pauvres, car une partie de l'argent est thésaurisé, donc hors du circuit économique. La monnaie doit donc être analysée en relation avec les comportements économiques.
3. Conséquences : Il prône le laissez-faire. On a des lois naturelles régissant le marché. En recherchant un meilleur prix pour l'un et pour l'autre, cela

permet d'équilibrer l'offre et la demande, qui se fait naturellement par l'ajustement entre les quantités et les prix. Une économie comprend 3 actes : la consommation stimule la production, l'échange s'équilibrant sur les marchés.

4.1.2 Cantillon (1680-1734)

Banquier d'origine Irlandaise il partage sa vie entre Londres et Paris. Il insiste sur la théorie de la valeur dans son ouvrage de 1755 : il se demande d'où vient le supplément de richesse.

Pour lui il a une dualité de la valeur :

Valeur intrinsèque : Elle est proportionnelle à la quantité des facteurs de production utilisés pour produire ce bien.

Valeur de marché : C'est le prix d'échange.

Ces 2 valeurs ne sont pas forcément égales Exemple : Si des fermiers produisent trop, la valeur intrinsèque est inférieure à la valeur du marché.

On a une distinction théorique entre l'apparence (valeur d'échange) et la réalité (valeur intrinsèque). Cantillon relie l'acte de produire et l'acte d'échanger. Il ne tire pas de conclusion sur l'articulation entre ces valeurs. Il n'avait pas en tête la loi du marché avec l'ajustement par les prix, donc l'existence de lois naturelles.

Pour lui la terre est un facteur dominant dans la valeur intrinsèque, ceci car les salaires sont proches du niveau de subsistance, donc il correspond à la quantité pour que le paysan subsiste, relativement faible. La terre vaut donc plus.

En conclusion

- Le circuit économique est régi par des lois naturelles.
- La source de la valeur intrinsèque est la terre.

Quesnay a mis en relation la théorie du système économique et la théorie de la valeur de la terre. On peut étudier le circuit économique à partir de la circulation des richesses entre les classes sociales, mais on peut aussi les quantifier avec les flux de monnaie et de biens.

4.2 Quesnay (1694-1774) et l'école physiocratique

Il est le premier à présenter le fonctionnement d'une économie en termes de classes sociales : ceci fait le lien entre la théorie de la valeur et les lois naturelles.

Pour Quesnay, l'économie est une science sociale et universelle : à partir de l'étude économique, on va pouvoir comprendre le monde dans lequel nous vivons, dans les rapports sociaux et politiques. Elle étudie les règles de la nature qui déterminent l'ensemble, la structure d'un système social et politique, tout

en rendant compte de la réalité d'une manière chiffrée.

Il propose le tableau économique qui est une représentation chiffrée du système économique. La quantification pas seulement statistique, elle est économétrique (avec modèle de système économique). Il a en tête un modèle de l'économie fondé sur les lois naturelles de l'économie (l'ordre naturel de l'éco).

Il rend compte des relations d'interdépendance entre les actes économiques (production, consommation, circulation) qui ont un fondement naturel. Il pose 3 principes :

- Les dépenses donnent vie à la production : c'est la consommation finale et intermédiaire.
- La production crée des revenus
- Les revenus alimentent les dépenses.

Il étudie 3 thèmes principaux :

4.2.1 3 classes sociales, 3 types de revenus : les principes de la mécanique économique

Quesnay distingue 3 classes sociales :

1. La classe productive (les paysans) produit le **revenu brut** dont il prend une partie pour se rémunérer (**revenu de subsistance**).
2. La classe des propriétaires fonciers (les nobles) perçoit le **revenu net** (le fermage), c'est à dire le revenu brut déduit du revenu de subsistance. Ils ne créent pas de valeur mais l'utilisent pour consommer.
3. La classe stérile (les marchands et artisans) ne créent pas de valeur mais échangent ou transforment la valeur.

La classe productive produit le (revenu de la terre). Il appartient au propriétaire pour sa grande partie. De ce revenu, une partie est déduite pour rémunérer la classe productive (**revenu de subsistance**). On obtient alors un **revenu net** perçu par le propriétaire : le fermage.

4.2.2 Grâce aux revenus, les richesses circulent entre les classes sociales

On a 2 flux en sens inverse :

- Les flux de réel
- Les flux monétaire

Ces flux sont permis grâce à la circulation des biens, possible avec les revenus. Le tableau de Quesnay présente un circuit parfait, avec une structure en zigzag : les dépenses des uns sont les recettes des autres. Le capital est envisagé comme une série d'avances : à la fin de la période t le capital est épargné pour pouvoir être dépensé en début de période $t + 1$ en consommation finale

et consommation intermédiaire. Les richesses se reproduisent : les avances des classes non productives se reconstituent en fin de période t , la classe productive fait de l'autoconsommation. On a un système sans croissance, de stagnation.

4.2.3 La reproduction indéfinie des richesses

La tableau de Quesnay décrit un circuit bouclé reproduisant à l'identique les richesses. Ce régime de reproduction repose sur la création de valeur grâce à l'agriculture. La valeur totale est créée par la classe productive en période t est entièrement utilisée en consommation finale t et en épargne (la dépense en $t+1$.

La classe des propriétaires est donc celle qui fait circuler les richesses, grâce à son droit naturel à prélever comme rente. Garantir l'ordre social implique de ne pas perturber l'ordre naturel et par conséquent :

- La protection de la propriété privée
- Le laissez-faire

En ce sens les physiocrates se placent en précurseurs du libéralisme économique mais pas politique.

Conclusion Les physiocrates donnent une première analyse du système économique sur le modèle des sciences de la nature. La société est analysée à partir de la circulation des richesses, la mise en valeur de lois économiques, la quantification. C'est un mélange de modernité (invention de la science économique) et conformisme (culte de la nature rurale et de la terre + rapport de force en faveur des nobles).

Chapitre 5

Adam Smith (1723-1790)

Adam Smith est issue de la petite noblesse de robe. Il fait des études de philosophie et de théologie. En 1759 il publie son ouvrage *La théorie des sentiments moraux* où il expose la théorie du spectateur impartial. Il montre comment les lois morales permettent la modération des passions. Dans les années 1760, il rencontre Quesnay et Turgot en France. Il ne comprend pas cette culture physiocratique de la terre, puisque à Glasgow -d'où il vient - c'est l'industrie qui est économiquement dominante. En 1766 il rentre en Angleterre où il rencontre Benjamin Franklin.

Adam Smith est le père de l'École Classique : pour lui, l'économie est un système de marchés régi par des lois naturelles, s'appuyant sur la division entre 3 classes. Il considère que la source de la richesse est le travail. Ces problématiques majeures sont les lois de fonctionnement de l'économie et la répartition des richesses.

5.1 La main invisible

Un industriel qui souhaite investir dans une activité rentable recherche son intérêt personnel. Or ne même temps qu'il s'enrichit, il enrichit la nation en participant à l'augmentation de la production. Il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui ne rentre nullement dans ces intentions.

5.1.1 Dans la richesses des nations

L'égoïsme pousse à la recherche en son intérêt personnel. Sur le marché, l'intérêt du vendeur est la maximisation du gain, mais dans un contexte de concurrence, il agit sans le savoir pour le bien général par :

- La recherche de gain de productivité grâce à la division du travail et la mécanisation
- La recherche de marché porteur

Le mécanisme de la concurrence est un mécanisme d'autorégularisation : il n'y a pas d'autorité planificatrice, on est libre d'agir. Ce mécanisme repose sur la flexibilité des prix : on a un ajustement des quantités offertes et demandées grâce aux prix (efficacité marchande) ainsi qu'une allocation des ressources optimale.

La concurrence rend les marchés efficaces

Les mécanismes des prix permet d'ajuster l'offre et la demande. Si le vendeur vend trop cher, il est laminé par ses concurrents, s'il refuse de payer ses ouvriers, il se trouve sans salariés.

La concurrence permet une allocation optimale des ressources

« Ce n'est pas la bienveillance du boucher que nous attendons notre diner, mais l'attention qu'ils portent à leur propre intérêt. Nous nous adressons à leur amour d'eux-même et nous ne leur parlons jamais de nos propres besoins mais de leurs avantages. »

On assiste alors à un paradoxe : le jeu du marché est fondé sur la liberté économique (satisfaction libre de l'intérêt égoïste de chacun), mais les pressions anonymes permettent de réguler les comportements. Le mécanisme d'ajustement par les prix permet de coordonner les comportements de sorte que chacun soit satisfait.

5.1.2 Comparaisons avec la Fable des abeilles de Mandeville

La ruche est la métaphore de la société humaine. Les agents sont opportunistes, ils profitent dès qu'ils le peuvent de situations avantageuses au mépris de la morale et de la vertu. Le vice est partout présent dans la ruche car il permet de s'avantager.

Mais dans une société où le vice est généralisé, la méfiance se généralise et cela empêchera de s'engager dans une transaction. On connaît ce phénomène dans les prêts et les marchés financiers.

Cette méfiance est la source du marché des lemons (**AKERLOFF**). Ce marché a 2 caractéristiques :

- L'asymétrie de l'information : le vendeur d'un bien connaît sa qualité, mais pas l'acheteur, qui ne peut distinguer le vendeur honnête et l'escroc.
- : La réaction adverse : L'acheteur préfère préfère payer à un prix inférieur pour ne pas se faire arnaquer, et tombe donc sur un mauvais produit. La défiance n'est pas bonne pour le climat du commerce et de l'industrie.

Comment contenir les vices et assurer la confiance ?

Pour Mandeville, ce n'est pas possible car l'intérêt principal des activités et de profiter des désirs des individus. On ne pourra pas dépasser les contradictions entre morale et intérêt public. Pour lui le vice n'est néfaste qu'à l'individu et pas à l'activité. Exemple : L'alcool est néfaste pour l'individu mais le commerce de l'alcool est une activité florissante, profitant essentiellement aux marchands et à l'État. Contre-exemple : La Hollande est un pays riche où les individus épargnaient beaucoup sur leur consommation quotidienne (ils contrôlaient leurs désirs) tout en restant une nation puissante.

Mandeville considère la Hollande comme une nation hypocrite car les comportements vertueux sont adoptés par intérêt. Ils doivent importer pour avoir des biens de consommation, et donc payer beaucoup d'impôts pour obtenir une flotte maritime développée. Ils épargnent donc pour se payer des biens de luxe.

On a une contradiction entre la morale et l'intérêt public : la première freine les désirs tandis que la seconde développe tous les désirs qu'un individu peut avoir. La satisfaction est donc très dangereuse pour la santé économique car les individus ne voudront plus acheter de biens. On a alors un dilemme : celui d'un monde qui ne serait pas serein, mais en perpétuelle transformation et profitant de l'énergie humaine pour se développer.

Adam Smith pense qu'il y a un moyen de contenir les vices qui suscitent la recherche du profit. Pour il y a deux solutions possibles :

- Recourir à la loi n'est pas la bonne solution car le vice peut s'incorporer dans les institutions qui forment les règles.
- Allier intérêt public et moralité avec le concept de **spectateur impartial**

Le spectateur impartial consiste en un mécanisme de modération des passions. On agit sous le regard des autres, et comme il est dans la nature de l'être humain d'être sociable, on souhaite être approuvé par les autres. Le spectateur impartial nous guide et est le juge en nous, ce qui nous pousse à modérer nos passions.

La nature agit doublement pour le bien public :

- Avec le spectateur impartial, elle modère nos passions trop violentes
- Avec la main invisible, elle rend compatible les intérêts individuels et l'utilité sociale

Ces deux mécanismes assurant la compatibilité entre morale et intérêt public, seraient à l'origine de la stabilité sociale et donne un climat propice aux affaires, donc au développement économique et à la croissance. C'est un cercle vertueux. C'est la base de la microéconomie actuelle.

5.2 La division du travail

5.2.1 Division du travail et gains de productivité

Adam Smith est fasciné par les gains de productivité dus à la spécialisation des tâches. Entre ouvriers, les tâches sont à la fois distinctes et complémentaires,

l'effort et le savoir-faire suffisant amplement. Ce genre de fonctionnement permet l'augmentation de la productivité, et donc une augmentation de l'offre et une diminution du prix unitaire. Cela stimule les échanges et améliore le niveau de vie.

Cette division du marché du travail est profitable lorsque le marché est grand (cf Ricardo division nationale voire internationale du travail). Mais le préalable nécessaire est l'**accumulation du capital** : pour avoir des machines performantes permettant des gains de productivité, il faut accumuler le capital pour racheter des machines. Or pour ce faire, il faut un surplus antérieur, issu de l'activité des ouvriers : le **profit**. L'accumulation du capital conduira à l'extension de la division du travail et à l'augmentation de la capacité d'emploi.

5.2.2 Division du travail et répartition

La société capitaliste

Chez Adam Smith, on a - comme chez Quesnay - 3 classes sociales :

- Les propriétaires - rentes et profits agricoles
- Les travailleurs - force de travail
- Les capitalistes - profit marchands et industriels

La valeur travail

Il distingue deux valeurs qui ne sont pas les mêmes

- La valeur d'usage mesurée à l'utilité du bien
- La valeur d'échange

Il différencie :

- Le prix nominal où la valeur de la monnaie intervient, or ce n'est pas un étalon invariable.
- Le prix réel qui est mesuré à partir d'un étalon invariable.

Le prix réel comprend

* Le travail commandé i.e le travail qui a été commandé par celui qui veut acquérir le bien, il relève d'un rapport de force entre le demandeur et le travailleur.

* Le pouvoir de commandement sur le travail d'autrui et sur son produit.

Le pouvoir prend une expression marchande : la théorie de la valeur d'échange se transforme en théorie du pouvoir. Adam Smith assimile donc pouvoir et richesse et met l'accent sur les rapports de force dans la répartition de la richesse.

Salaires, profits, rentes

Le prix réel est réparti entre :

- Les salaires i.e le prix du travail
- Les profits i.e la rémunération du capital
- La rente i.e le loyer de la terre

Le profit est issu du sur-travail, c'est le surproduit tiré du travail (part du produit du travail qui ne revient pas au travailleur). Une partie sert à renouveler le capital fixe, et l'autre pour investir (accumuler le capital).

Les capitalistes souhaitent accroître le sur-produit en diminuant les salaires, mais le rapport de force est nécessairement à l'avantage des maîtres car :

- La richesse fait le pouvoir : les autorités répriment les révoltes des ouvriers
- Il y a une entente implicite entre les capitalistes
- Les ouvriers n'ont pas de ressources nécessaires pour maintenir un mouvement de révolte efficace

Mais les salaires ne peuvent pas baisser les salaires en dessous du niveau de subsistance et la « race » des ouvriers ne pourrait pas se reproduire. Par la suite, les luttes ouvrières pourront se produire grâce aux organisations syndicales.

On a différentes tendances du système capitaliste :

1. Une tendance positive du taux de profit : Avec la concurrence, on a une intensification capitaliste : la part de l'investissement sur le capital est de plus en plus grande. On a une augmentation de la productivité, avec un accroissement du sur-produit et donc du taux de profit, ce qui augmente le taux d'accumulation du capital.
2. Une tendance négative du taux de profit : Avec la concurrence et l'intensification capitaliste, les prix baissent et par conséquent les profits aussi. Ceci entraîne une diminution des taux de profits ainsi que du taux d'accumulation du capital. On a donc pas de gains supérieurs de production.

Ce que l'on gagne en produisant plus est perdu, ce qui entraîne non pas la croissance mais la stagnation. Adam Smith considère donc qu'il faut toujours conquérir de nouveaux marchés (et non aller vers le monopole). On doit avoir un **capitalisme conquérant**. Le capitalisme est garant de progrès techniques, économiques, ... Il faut donc laisser-faire pour que ceci soit harmonieux.

Troisième partie

Le XIX^{ème} siècle : L'âge d'or de l'économie politique

Rappels historiques

Aux XIX^{ème}, la science économique se fait économie politique. La question principale est l'intervention de l'État pour soutenir le développement accéléré du Capitalisme. La 1^{ère} révolution industrielle a lieu en Angleterre au milieu du XVIII^{ème}, qui s'étend aux autres pays d'Europe durant la 1^{ère} moitié du XIX^{ème}. La seconde révolution industrielle sera centrée sur l'électricité.

Le contexte politique et social est instable : Après le désenchantement avec la fin des guerres napoléoniennes, en réaction s'installe le conservatisme et la morale bourgeoise. Avec les guerres, le niveau de vie ne s'améliore pas pendant la 2^{ème} moitié du siècle. S'ajoute à cela de développement des empires coloniaux et un développement accéléré, ainsi qu'une papérisation des classes ouvrières.

Se développe une école classique qui hérite d'Adam Smith, qui reprend ses idées de bases, mais ne tirent pas des conclusions optimistes. Ils retiennent :

- L'économie est un système de base régis par des lois naturelles.
- Le système s'appuie sur la division en 3 classes sociales
- La source de la richesse est le travail

Ainsi que les conséquences :

- Il faut laisser-faire le marché
- Le capitalisme est la condition du progrès des nations (technique et enrichissement)

Le problème majeur devient alors le devenir du capitalisme. On met en valeur la loi de la diminution tendancielle du taux profit : à terme l'accumulation n'est plus possible, ce qui peut entraîner la stagnation ou ou la récession.

On se demande s'il existe des forces internes au capitalisme pour contrer les effets désastreux de la baisse tendancielle du taux de profit. Les libéraux répondent oui, par le laissez-faire, les interventionnistes pensent que l'État doit intervenir pour orienter et soutenir l'activité économique. Pour les révolutionnaires, il faut substituer un autre monde de production et de répartition.

L'économiste devient aussi un penseur des rapports sociaux et politiques. L'économie est politique :

- * Au sens positif : quelle politique économique ?
- * Au sens normatif : quelle structuration de la société et de l'économie pour quelle fin ?

Le dénominateur commun étant l'État (son rôle).

Chapitre 6

Le libéralisme des classiques ou l'école des conservateurs

6.1 Ricardo (1772-1823)

Il vient d'une famille nombreuse de riches financiers juifs portugais, mais construit sa propre fortune en spéculant. En 1815 il publie *Essai sur l'influence des bas prix du blé sur les profits du capital* où il propose une analyse des lois de la répartition dans une économie à seul bien (le blé). Il est novateur en introduisant la notion de modèle, avec des lois très générales.

Il met en valeur la **loi de la baisse tendancielle des taux de profits** : ceteris paribus, les rentes ont tendance à s'accroître et les profits des capitalistes ont tendance à diminuer. Il y a donc un rapport de force entre les propriétaires fonciers et les capitalistes puisque l'un augmente sa rente et l'autre voit son profit diminuer.

En 1817 il publie *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* où il reprend sa **théorie de la rente** et la complète avec la **théorie de l'avantage comparatif**.

6.1.1 La théorie de la rente

Contexte historique

Ricardo cherche à répondre à la préoccupation politique qui anime les débats en Angleterre depuis 1813 : la question de l'importation de blé quand les prix domestiques sont faibles. Elle est importante car en avec le blocus napoléonien, le prix du blé a augmenté, et suite à la capitulation de l'Empereur, le prix du blé a chuté. S'engage alors un débat sur les Corn Laws - interdiction d'importer lorsque le prix passe en dessous d'un certain seuil.

Ricardo s'oppose à ces lois et invoque la théorie de la rente différentielle : Dans l'agriculture, le travail est de moins en moins productif. Il faut donc ob-

tenir de nouvelles terres - ceci par la colonisation et les guerres - ou laisser les ajustements se faire librement au niveau du CI - en développant un avantage comparatif dans l'industrie.

Sous la pression des rentiers, la loi est votée. Les libéraux commencent alors à faire pression sur le pouvoir politique, ce qui correspondra au combat de la bourgeoisie capitaliste contre l'aristocratie terrienne. Les premiers comptaient sur l'effet multiplicateur des importations anglaises augmentant les capacités de consommation des pays exportateurs en produits manufacturés. Ils avaient donc plus intérêt à investir dans l'industrie que l'agriculture.

La théorie de la rente différentielle

Comme la population augmente et que la terre devient moins fertile, le travail dans l'agriculture est de moins en moins productif au fur et à mesure du développement de la société capitaliste. De plus, les progrès du machinisme et de la division du travail sont insuffisants pour compenser la baisse de la productivité du travail.

Ricardo prend un modèle d'économie de production à un bien : le blé.

- La valeur du blé = la rémunération de la force de travail
- Le salaire = la rémunération de la force de travail
- Le profit = la rémunération du capital investi
- La rente = la portion du produit de la terre que l'on paie au propriétaire pour avoir le droit d'exploiter les facultés productives et impérissables de la terre.

Il cherche à montrer le rôle de la rente dans la baisse tendancielle des taux de profit.

Il y a une rente à partir du moment où toutes les terres fertiles sont possédées. Dès le moment où on en vient à cultiver une terre moins fertile, la rente se justifie. Le travail sur la terre la meilleure permet un survaleur correspondant à la rente, le prix du blé étant déterminé sur la quantité de travail fournie sur la terre la moins fertile. Le blé ne renchérit pas parce qu'on paie une rente, mais c'est au contraire parce que le blé est cher qu'on paie une rente.

Comme sous la pression de la demande, on cultive des terres de moins en moins fertiles, la quantité de travail incorporé augmente, le prix du blé s'en voit élevé, et c'est ce qui justifie l'augmentation de la rente.

Une accumulation du capital augmente la rente : sur une terre de seconde qualité, pour une même quantité de travail et de terre, on a besoin d'une quantité de capital supérieure que sur une terre de première qualité.

Les profits dépendent du niveau des salaires, ceux-ci dépendent des prix des biens nécessaires (principalement la nourriture). Puisque le prix du blé augmente, les profits s'en voient diminués. Si les progrès de la population sont plus rapides que l'innovation, les profits ont naturellement tendance à baisser - car

il faut sacrifier de plus en plus pour produire une quantité de nourriture supplémentaire.

Exemple : Au moment où les salaires auront épuisé la totalité des recettes du fermier, il n'y aura plus d'accumulation du capital, la population ayant atteint son maximum.

Mais avant d'en arriver là, les capitalistes auront compris qu'ils font le jeu des propriétaires et arrêteront d'investir dans l'agriculture. Or si l'on importe, il faudra une nouvelle source de revenu : l'industrie.

La théorie de l'avantage comparatif

L'échange international est le moyen de compenser ou de ralentir la baisse tendancielle du taux de profit. Ricardo utilise le modèle Portugal / Angleterre.

Il pose comme hypothèses que

- l'échange des marchandises est libre
- il n'y a pas de circulation des facteurs de production
- coût comparatif = taux d'échange interne

Ricardo va confronter les coûts comparatifs et voir l'avantage relatif des producteurs (vendre sur le marché national ou exporter).

Exemple : Le coût unitaire de production

	Vin	Drap
Portugal	80	90
Angleterre	120	100

Le Portugal dispose d'une productivité supérieure pour les 2 biens. Il y gagnera plus en se spécialisant dans le vin qu'en gardant les 2.

$$\text{Coût comparatif Vin/ Drap au Portugal} = \frac{89}{100} = \frac{100}{112}$$

$$\text{Coût comparatif Vin/ Drap en Angleterre} = \frac{120}{100} = \frac{100}{83}$$

Le Portugal a donc intérêt à exporter son vin et l'Angleterre à exporter leur draps. Les 2 pays peuvent bénéficier de l'échange international : ils ont intérêt à se spécialiser dans la production d'un bien où il a le plus grand avantage relatif. L'échange doit être avantageux : il ne l'est plus lorsque on dépasse les limites (0,89 et 1,2).

Les conséquences de la spécialisation

La division internationale du travail selon les avantages comparatifs permet d'augmenter la production à un coût unitaire égal. Tout protectionnisme entrave la division internationale du travail car il bloque le mécanisme de la réallocation. La spécialisation est un optimum de second rang : les consommateurs portugais et anglais auraient intérêt à ce que le vin et les draps soient entièrement

produits au Portugal mais le capital de l'industrie anglaise se dirigerait là-bas.

Conclusion

- Hégémonie du marché au niveau mondial. Les antagonistes liés à la répartition au niveau interne (baisse tendancielle) des taux de profits = dépassés grâce à la globalisation des échanges.

6.2 Jean-Baptiste Say (1767-1832)

Ayant fait ses études en Angleterre, il a été très influencé par les libéraux notamment Adam Smith et Ricardo.

6.2.1 La loi des bédouchés

L'offre crée sa propre demande i.e. quel que soit le niveau de l'offre sur un marché il y a une demande. Pour lui, personne n'est vendeur sans être en même temps acheteur. Selon cette loi, il ne devrait pas y avoir de crise de surproduction, mais après l'héritage Keynesien, ce n'est plus aussi évident.

Chaque fois qu'un produit est mis sur le marché, il engendre un revenu, qui servira de débouché à un autre produit, le cycle se reproduisant perpétuellement. Les conséquences sont que dans l'économie, prise dans son ensemble - fermée ou ouverte - la demande totale ne peut pas durablement excéder l'offre totale, ni être inférieure. C'est une vision optimiste dans le prolongement d'A. Smith.

6.2.2 Les limites de la loi de Say

1. Si un individu reçoit de l'argent en échange d'un produit et qu'il ne le dépense pas, la loi ne s'applique plus. En revanche s'il épargne la loi est valable car l'argent est directement réinjecté dans l'économie pour participer à l'investissement. Ce n'est pas réellement une limite dans une économie capitaliste où l'on ne thésaurise pas.
2. La demande peut-être incompatible avec l'offre. Cette limite n'est pas pertinente dans le cas où l'offre utilise des procédés pour éviter l'incompatibilité (marketing, ...) et où la demande nécessite toujours un temps d'adaptation.
3. La possibilité que la demande soit insuffisante par rapport à l'offre.

La loi de Say divise les économistes :

- Certains pensent qu'il y a une possibilité d'insuffisance de la demande, car les entrepreneurs sont toujours dans l'incertitude concernant la demande globale. Ils vont alors essayer d'anticiper la demande, i.e. la demande effective, ainsi les entrepreneurs ne prendront pas le risque de trop produire.

- Les autres leur opposent que si c'est le cas, on engagera moins d'employés et ceci va entraîner un chômage constituant la baisse de la demande, se terminant par une crise.

6.3 Malthus (1766-1834)

C'est un libéral pessimiste. En 1797, il publie un ouvrage très controversé *Essai sur le principe de la population, dans ses effets sur le bonheur futur de la société* dans lequel il développe les idées de principe de la population et la théorie de sous-consommation - qui sera approfondie par Keynes par le principe de demande effective.

6.3.1 Le principe de population

Malthus reprend l'analyse de Ricardo sur la baisse tendancielle du taux de profit dans l'agriculture (i.e l'augmentation de la rente est liée à l'augmentation des besoins d'une population en expansion). Mais avant d'atteindre l'état stationnaire (arrêt de l'investissement), il prédit une crise. La population croît à un rythme exponentiel alors que les ressources croissent selon une fonction arithmétique, provoquant des catastrophes démographiques.

Le seul moyen étant 2 obstacles à la croissance de la population :

- **Les obstacles destructifs** : guerres, famines, misères et vices. Exemple : Dans la révolution industrielle, la régulation de la population est due à la misère et au vice, conséquences de la paupérisation de la classe ouvrière.
- **Les obstacles préventifs** : le contrôle des naissances par l'abstinence sexuelle et le célibat, l'âge tardif du mariage, l'éducation et la suppression des aides aux pauvres.

Mais ce principe apparaît comme faux pour les statisticiens :

Le cas Irlandais

En 1880, la misère était inversement proportionnel à la densité de la population. Les causes de la famine n'étaient pas démographiques mais juridiques (lois de l'héritage différent entre les Anglais et Irlandais dues aux religions différentes), économiques, agronomiques et politiques (les convois de nourriture étaient envoyés en Angleterre pendant que les Irlandais mourraient de faim).

Le cas général

Depuis la 1^{ère} Révolution industrielle, le PIB mondial a augmenté systématiquement plus vite que la population. Le problème étant principalement la répartition des richesses.

6.3.2 Le principe de sous-consommation

Pour les libéraux, le vrai moteur de l'économie se trouve dans l'offre (cf. loi de Say). Mais Malthus insiste sur le rôle de la demande, notamment dans le fait que le pouvoir d'achat des ouvriers est trop faible pour absorber l'offre et que l'épargne des plus riches sert d'investissement mais diminue la part de demande. Il propose comme solution de trouver un « point intermédiaire » entre soutenir l'offre par une politique d'encouragement et soutenir la demande en mettant l'accent sur la lutte contre le chômage.

Malthus était inclassable car il était à la fois libéral, inspirateur de Keynes, démographe, inspirateur de Darwin. On a principalement retenu de lui l'idée de contrôle des naissances.

Chapitre 7

John Stuart Mill (1806-1873) et l'utilitarisme

Fils d'un économiste ami de Bentham. Il est élevé dans son admiration et a pour objectif d'articuler la philosophie utilitariste et l'économie politique - le marché et l'État.

7.1 L'utilitarisme hérité de Bentham

J.S. Mill va s'appuyer sur la **théorie de la valeur d'échange** fondée sur l'utilité.

Valeur d'échange est égale à la satisfaction personnelle du besoin (elle n'est ni la valeur du travail, ni la valeur d'usage).

La valeur est un jugement, une estimation partant sur la satisfaction que nous retirons de la chose. Pour mesurer cette utilité, on le fait en fonction du plaisir et de la peine éprouvée. L'utilité est donc le supplément de plaisir apporté par rapport à la peine éprouvée.

Selon Bentham, les êtres humains recherchent en tout ce qui leur procure des sensations agréables et fuient ce qui est source de désagrément. C'est le mécanisme psychologique du bonheur. On peut donc assimiler le bonheur à un calcul des plaisirs et des peines. Il utilise 7 critères pour mesurer l'utilité d'une action ou d'une chose :

- La durabilité
- L'intensité
- L'assurance
- La proximité
- L'étendue
- La pureté
- La fécondité

Un bon gouvernement est celui qui contribue au bonheur de la collectivité i.e la somme des bonheurs individuels. Il procède à un calcul des plaisirs et des peines chacun comptant pour un et pas plus d'un.

L'intervention de l'État se justifie dans la mesure où elle est utile :

- Dans le domaine juridique : une loi est nécessaire si elle améliore le bonheur général.
- Dans le domaine économique : le marché augmente les richesses, l'État doit donc soutenir son développement
- Dans le domaine social : Maximiser le bonheur général par des transferts redistributifs, des revenus d'assistance, ...

7.2 L'utilitarisme de J.S Mill

Il va apporter des raffinements à l'utilitarisme de Bentham et en précise les conditions économiques d'application.

7.2.1 Les raffinements du principe d'utilité

1. L'utilité moyenne : Le principe doit tenir compte de la population, pour qu'une population plus nombreuse ne soit pas considérée comme plus heureuse qu'une plus faible.
2. La qualité du plaisir : Les plaisirs de l'esprit peuvent être plus importants que ceux du corps de part leur qualité, il est donc nécessaire de développer l'éducation.

7.2.2 Les conditions économiques d'application du calcul utilitariste

J.S.Mill va chercher à concilier l'intervention de l'État et la liberté du marché.

D'après la loi de SAY, le marché est efficace. Mais J.S.Mill pose ses limites : le marché crée des injustices, des inégalités de répartition des richesses engendrant de l'injustice sociale et par conséquent des souffrances et des peines. La lutte contre ces injustices implique l'intervention de l'État par :

- La redistribution des richesses
- L'assurance de l'égalité des droits

Il propose alors comme solution de conciliation un arbitrage sur la base d'optimisation (calcul de maximisation sous contrainte).

- Dans le domaine de la redistribution, arbitrage entre :
 - * La désutilité liée aux coûts de redistribution
 - * Les gains d'utilité liés aux dépenses sociales de l'État
- Dans le domaine de la reconnaissance, arbitrage entre :
 - * Les gains d'utilité liés au développement des droits sociaux

* Les pertes d'utilité liées aux possibilités rigidités sur le marché du travail.

7.2.3 Conclusion

L'utilitarisme a profondément marqué la science économique depuis la fin du XIX^e et jusqu'à aujourd'hui. Au fondement de l'école marginaliste du calcul microéconomique :

- programme d'optimisation du consommateur et du producteur
- programme d'optimisation des pouvoirs publics

7.2.4 Limites

1. **Limites internes** : le calcul des plaisirs et des peines. Les marginalistes critiquent l'approche psychologique, en recommandant une formalisation mathématique : la mesure préférentialiste.
2. **Limites externes** : le principe d'utilité comme principe de justice sociale. On admet les inégalités et elle ne permet pas de résorber les inégalités de base si les pertes sont trop grandes.

Chapitre 8

Les socialistes

Leurs critiques sont radicales dans leur approche : ils sont indignés face à la misère due à l'exploitation engendrés par le capitalisme. Il y a plus d'exploité que les rares exploités. La société capitaliste crée des inégalités de richesse et de statuts. Pour eux la solution réformiste est une demi-mesure contribuant à pérenniser les inégalités les plus graves : statuts, droits, richesse. La lutte des inégalités doit être prioritaire, et la solution ne doit donc pas être réformiste mais radicale (transformation de la société).

8.1 Les utopistes

8.1.1 Saint-Simon (1760-1825)

Son idéal est la méritocratie : il rêve d'une société entrepreneuriale et élitiste. Ceci comprend la récompense au mérite (on prend aux oisifs et redistribue aux actifs) et l'absence d'héritage (on collectivise les moyens de production, la propriété étant acquise grâce au travail). Ces disciples sont principalement des polytechniciens (élitisme) notamment Ferdinand de Lesseps et Auguste Comte.

8.1.2 Fourier (1772-1837)

Il préconise de vivre dans les phalanstères (petites communautés - retour à une forme pré-capitaliste). Il consiste en la libre association de travail agricole et de vie préservant la diversité psychologique et économique, ce qui est la condition de l'harmonie. L'ensemble des revenus de la collectivité est redistribué selon une règle : 4/12 aux apporteurs de capitaux, 5/12 aux travailleurs, 3/12 aux savants et artistes.

8.1.3 Sismondi (1760-1825)

Il prône l'anti-industrialisme, souhaite le ralentissement du progrès pour retourner à un mode de production artisanal. Il propose de supprimer les récompenses aux inventions et de freiner l'industrialisation.

Les utopistes ont plus à voir avec de la nostalgie, de société précapitalistes.

8.2 L'anarchisme de Proudhon (1802-1864)

C'était un auto-didacte, typographe ouvrier. Il a un idéal d'égalité stricte car toutes les fonctions sociales étant interdépendantes elles sont toutes nécessaires (pas d'égalité proportionnelle).

Il prône un individualisme libertaire (« la propriété c'est le vol ») : le capitaliste s'approprie le surplus lié au travail collectif. Exemple : L'obélisque de la Concorde est là grâce à la force de travail des ouvriers.

Mais la propriété garantit la propriété individuelle par l'indépendance. Par conséquent, la propriété doit être garantie par des contrats librement consentis et il faut abolir l'État qui est une contrainte extérieure.

L'anarchisme - sous forme première ou contemporaine - fait passer la liberté avant l'égalité.

8.3 Le socialisme scientifique de Marx (1818-1883)

Il veut corriger les socialistes utopiques qui n'ont pas une vision scientifique. Fils d'un père juif convertit au protestantisme, étudie la philosophie et l'économie. Sa vie a été marquée par un engagement politique. Il est très enthousiasmé par la Révolution de 1848 puis très déçu. En 1864 il fonde la Première Internationale : la réunion des ouvriers venus de différents pays. C'est un mouvement international de syndicat ouvrier ayant pour objectif l'émancipation des travailleurs pour abolir le salariat.

Il écrit en 1867 *Le Capital* dans lequel il développe : - Le matérialisme historique : il faut étudier les faits et rien que les faits, en pas s'emporter dans des idéaux - L'exploitation de la force de travail : les prolétaires sont exploités par les capitalistes qui extorque la plus-value du travail - La baisse tendancielle du taux de profit ou la mort programmée du capitalisme - L'alternative communiste face à la société capitaliste dans laquelle les rapports sociaux sont apaisés.

8.3.1 Le matérialisme historique

Marx est contre l'idéalisme : il faut accorder une priorité aux faits matériels physiques, économiques et sociaux. Ces deux derniers se rapportent

– à l'infrastructure (structuration en classe et organisation de la production)

- à la superstructure (les institutions et idées qui sont des faits)
L'infrastructure commande la superstructure.

Les faits sont régis par des lois :

- de la nature pour les faits physiques
- de l'histoire pour les faits économiques et sociaux : il y a des régularités qui ne sont pas hasardeuses, elles sont liées et donnent un sens.

Le matérialisme historique doit permettre d'anticiper le sens de l'histoire, les faits économiques et sociaux. Avec ce principe, Marx en déduit que le capitalisme est voué à sa perte du fait de ses contradictions et la prise du pouvoir des ouvriers. On a alors l'évènement du **socialisme** (récompense au mérite) et puis du communisme (pas de classe ni d'argent, à chacun selon ses besoins).

L'exploitation de la force de travail et l'extorction de la plus-value

- Dans l'infrastructure de la société capitaliste on distingue 2 grandes classes :
- les capitalistes possédant les moyens de production
 - les prolétaires ne possédant que leur force de travail

Le mode de production est centré sur l'accumulation du capital sur le modèle de la mauvaise chrématistique : $A - M - A'$ où M est la force de travail. $A' > A$ ce qui entraîne une plus-value.

Ce modèle est possible grâce au **rapport salarial** : le capitaliste tire une plus-value de l'exploitation de la force de travail. Cette plus-value ne vient pas de l'argent mais de l'usage du travail (une marchandise qui a pour propriété de créer de la force de travail). Le **surtravail** est le supplément d'heures de travail au delà de celui nécessaire pour reproduire la force de travail (qui correspond au niveau de subsistance). Ceci implique une division du travail développée pour que le travail soit considéré comme une marchandise. À ce moment là on peut distinguer sa **valeur d'usage** (ce qu'elle permet de produire) et sa **valeur d'échange** (son prix).

Les salaires se fixent au niveau minimum de subsistance car il existe une différence entre le moment où la force de travail est vendue et où elle est utilisée. L'ouvrier est embauché par contrat (il fait crédit de sa force de travail). La consommation de sa force de travail est production de marchandise et de plus-value : la marchandise à une valeur supérieure à la valeur de la force de travail. L'ouvrier n'est pas maître de la négociation car il ne connaît pas les conditions de travail (cadences, ...)

La plus-value

$$K = c + v$$

K = Capital avancé
 c = Capital constant (machines)
 v = Capital variable (force de travail)

$$M = c + v + p$$

M = Valeur de la marchandise
 p = Plus-value = le surcroît du K avancé
La plus-value provient de la différence entre la valeur d'échange et la valeur d'usage de la force de travail. Une infime partie du temps de travail sert à la reproduction de la force de travail.

Le taux de la plus-value mesure le sur-travail par rapport au travail nécessaire.

$$T = p/v$$

T = Taux de plus-value = mesure du surtravail par rapport au travail nécessaire.

Le capitaliste a pour but de maximiser T . Mais la journée de travail ne peut être réduite au minimum du travail nécessaire, et les limites de la journée (physiques et morales) sont très élastiques. Il y a donc un conflit d'intérêt de classes ce qui justifie la **lutte des classes**, dont l'enjeu est la réduction du temps de travail.

La loi de l'offre et de la demande ne peut s'appliquer car il y a antinomie entre 2 droits contradictoires, pourtant conformes à la loi des échanges. Le capitaliste soutient son droit comme acheteur quand il cherche à prolonger cette journée aussi longtemps que possible. D'autre part, la nature spéciale de la marchandise vendue exige que sa consommation ne soit pas illimitée, et le travailleur soutient son droit comme vendeur quand il veut restreindre la journée de travail à une durée normalement déterminée.

La baisse tendancielle du taux de profit

$$\pi = p/v + c$$

π = Taux de profit
Plus le capitaliste fera travailler les ouvrier, plus p sera grand.

Avec la concurrence, les prix de la marchandise diminuent, on doit donc augmenter la production, ce qui augmente la productivité par deux moyens :

- on augmente p/v où le profit augmente.
- on augmente la mécanisation donc le profit diminue

La baisse du taux de profit n'est qu'une tendance. Elle est contrecarée par l'augmentation du degré d'exploitation. Mais ce phénomène a ses limites : la hausse entraîne une disproportion entre la croissance des débouchés et la croissance de la demande solvable, d'où une crise de la demande. Le capitalisme a

alors pour dynamique un enchaînement de crises de plus en plus importantes. C'est un mode de développement propre au capitalisme.

L'armée industrielle de réserve

La guerre industrielle que se livrent les capitalistes et les ouvriers est gagnée par les premiers en congédiant les travailleurs. Ceci crée une **armée de réserve** que sont les chômeurs. La population productive croît toujours de façon plus rapide que le besoin que le capital peut en avoir. Ceci crée une demande non solvable, renforçant l'armée de réserve. Les rapports de force vont finir par basculer.

L'alternative communiste

C'est une société sans argent, mais qui reste une utopie. Le socialisme est une étape de transition. C'est la dictature du prolétariat où chacun agit selon ses talents (méritocratie) sur la base de la bonne répartition et la collectivisation des moyens de production.

8.3.2 Conclusion

Marx s'est trompé sur l'issue de la crise, le progrès technique ayant permis de pérenniser le système capitaliste. Il a tout de même vu le rôle déterminant des luttes sociales dans le destin des sociétés capitalistes, mais il s'est trompé dans la nature de ce rôle : elles sont le moteur de progrès politiques et sociaux.

On a une diversification du rapport salarial dans les rapports de production. C'est ce qu'exprime Robert Boyer dans sa théorie de la régulation. Avant les 30 glorieuses, on a une concurrence, ensuite on passe à un régime fordiste. Depuis la crise apparaît un régime post-fordiste où le rapport salarial est diversifié. On a les insiders (protégés) et outsiders (chômeurs), et d'autres formes de souffrance au travail (stress, emplois jetables, discrimination).

Sur le plan politique, Marx avait bien vu le rôle déterminant des attentes en matière de justice sociale. Il s'est trompé en pensant que pour lutter contre l'injustice, il fallait sacrifier des libertés.

Quatrième partie

La fin du XIX^{ème} et la première moitié du XX^{ème} siècle

Chapitre 9

La révolution marginaliste

Contexte historique

Les années 1847-48 sont troublées par la récession économiques et les révolutions du printemps des peuples. En 1850-80, on observe un essor économique avec une forte croissance et une stabilité politique : même les plus pauvres diversifient leur achats et les grands magasins apparaissent. Dès 1870, la Grande Bretagne devient la puissance économique dominante (33% de la production industrielle mondiale et une production du textile multiplié par 14).

Dès cet instant, on a un changement de paradigme : les principes et concepts changent. C'est l'acte de naissance de la micro-économie contemporaine. Elle se caractérise par la coordination des comportements individuels sur les marchés (prix) à partir d'un raisonnement marginaliste.

Ces fondements s'établissent en 2 temps :

- Dans les 1890-1950 émerge la seconde génération avec Marshall, Edgeworth, Pigou et Pareto qui développent ses analyses.

9.1 Le marginalisme, un nouveau paradigme

9.1.1 Une rupture épistémologique

Au XIX^{ème}, l'économie se veut politique : elle est déterminée par les rapports sociaux et de production. Ceci pose problème en ce sens que le discours politique peut être utilisé à des fins démagogiques, un écueil qui a failli emporter l'économie. Il y a un manque de scientificité et donc de légitimité.

À partir de 1870, les économistes veulent raisonner comme en physique :

- Utiliser les mathématiques comme mode d'expression et de raisonnement.
- Mettre en valeur des lois, i.e des relations fonctionnelles et les quantités.
- Vérifier expérimentalement par les statistiques et l'économétrie.

9.1.2 Une rupture conceptuelle

2 concepts clés sont utilisés :

L'utilité marginale

À cette époque, les masses rurales déboulent dans les usines et constituent l'armée de réserve : les salariés n'ont qu'un salaire de subsistance et vivent dans la misère. Avec la seconde révolution industrielle, la grande distribution apparaît et le salarié n'est plus un facteur de production mais aussi un consommateur. La croissance a changé son statut en lui donnant du pouvoir d'achat (possibilité de choisir).

On a alors deux visions qui s'affrontent :

	CLASSIQUES	NÉOCLASSIQUES
Le consommateur	Il achète sans réfléchir, ne recherche que la subsistance et n'a pas le choix	Il retire de chaque bien une satisfaction
Théories	Théorie de la valeur travail : la valeur d'un bien est proportionnelle à la quantité de travail nécessaire pour le produire.	Théorie de l'utilité marginale : la valeur d'un bien est proportionnelle à la satisfaction que procure la consommation d'une unité supp. de ce bien.
Lois	Loi de Say : L'offre domine le marché	Loi de l'équilibre des marchés : on s'intéresse aux mécanismes d'ajustements entre l'O et la D.
Le marché	La mise en concurrence des offreurs	La concurrence est entre O et D L'équilibre est généralisé à tout marché

L'équilibre de marché

On considère le producteur comme le vis à vis du consommateur sur le marché. Ce dernier connaît des effets de saturation : il peut comparer la satisfaction que lui procure les biens qu'ils consomment et la quantité de biens. Il se constitue un panier de biens en faisant des arbitrages.

9.1.3 La première génération de marginaliste

Jevons (1835-1882) à Londres

Il s'intéresse à la physique et à l'économie. En 1871 il écrit la *Théorie de l'Économie Politique* où il fustige la notion de valeur travail. Il inaugure l'analyse de la théorie micro-économique du consommateur à travers 3 notions :

1. L'utilité :

- * Le travail gouverne l'offre : L'offre est d'autant plus faible que le travail nécessaire pour produire est long est pénible. Le salaire est déterminé par la quantité de travail fourni mais aussi par sa pénibilité.

- * L'offre règle les besoins : Plus l'offre est rare et moins les besoins sont facilement contentés.
 - * Les besoins déterminent la valeur : La valeur est déterminée non pas par la qualité de la chose, non par le travail incorporé, mais par la satisfaction que procure le produit (elle est plus grande si le produit désiré est rare).
2. **L'utilité marginale** : utilité de la dernière unité consommée. Loi de la **décroissance de l'utilité marginale** : plus on consomme d'un bien, plus son utilité marginale est faible.
 3. **Le programme du consommateur** :
 - * Cas d'une économie à 1 bien : Le consommateur achète un bien à un prix donné. Il en achète une unité qui lui procure du plaisir (donc de l'utilité). Mais il a un déplaisir à payer le prix. Si son plaisir est supérieur à son déplaisir il achète. Tant que son utilité marginale est supérieure au déplaisir de payer le prix, il achète toujours plus d'unités. La quantité de bien achetée est celle dont l'utilité marginale est égale au prix.
 - * Cas d'une économie à plusieurs biens : Le consommateur a une dotation initiale en biens x et y . Il s'arrête de vendre et acheter des biens quand son utilité est satisfaite (combinaison optimale de biens x et y). Il détermine cette combinaison grâce au *TMS* qui est maximal quand

$$\frac{U_{mx}}{U_{my}} = \frac{px}{py}$$

Raisonnement du Taux Marginal de Substitution Le TMS est la quantité de bien y nécessaire pour compenser exactement la perte d'une unité de bien x . Si $\frac{px}{py} > TMS$, alors je peux acheter plus de y ce qui compenserait la perte d'utilité due à la vente d'une unité de bien x . À l'optimum je ne souhaite pas substituer du bien x au bien y .

Walras (1834-1910) à Lausanne

Il écrit en 1860 *Réfutation des doctrines économiques de Proudhon* et *Éléments d'Économie politique pure* en 1874. Il élabore la **théorie de l'équilibre général** : c'est un programme d'optimisation des producteurs et des consommateurs, par le prix d'équilibre sur tous les marchés.

1. **Introduction du programme d'optimisation des producteurs à coté de celui du consommateur** : Il reprend une analyse parallèle à celle de Jevons : Tant que $Rm > Cm$, le producteur continue de produire. Or comme les rendements sont décroissants, le coût de la dernière unité produite est de plus en plus élevé, le profit est donc maximal lorsque $Rm = Cm$.
2. **L'équilibre général des marchés** pose comme hypothèses de départ :
 - La libre concurrence entre les entreprises
 - La parfaite autonomie des consommateurs

Il cherche à démontrer qu'il existe un système de prix unique qui permet d'équilibrer l'O et la D simultanément sur les marchés. Chaque agent a son programme d'optimisation sur l'ensemble des marchés. Les quantités offertes dépendent positivement des prix et les quantités demandées dépendent négativement des prix. Le problème peut donc s'écrire sous la forme d'une équation simultanée à partir de laquelle on trouve la solution unique du système.

Arrow et Debreu renforcent le résultat par une démonstration axiomatique sous certaines conditions :

- Les biens sont tous privés et parfaitement substituables.
- Les rendements sont décroissants
- Le consommateur est un price taker : il ne négocie pas les prix.

Pour arriver à l'équilibre on passe par un système de commissaire priseur et une procédure de tâtonnement. Le commissaire priseur annonce les prix, les agents formulent offre et demande. Il modifie les prix jusqu'à ce que les quantités demandées et les quantités offertes coïncident. Le marché est un processus décentralisé d'ajustement par les prix.

Walras indique aussi que dans une économie à $n-1$ marchés en équilibre, le $n^{\text{ème}}$ marché est à l'équilibre lui aussi : les marchés sont donc interdépendants.

J.Menger (1840-1921) à Vienne

Il développe l'**individualisme méthodologique** : c'est un hétérodoxe qui intervient plus sur le sens épistémologique de cette révolution. Cet économiste développe une hétérodoxie et fonde l'école autrichienne. Il rédige en 1871 *Principes d'Économie : conception subjective de la valeur*.

Il est relié aux marginalistes par son approche méthodologique de l'économie. Il développe l'idée de l'**individualisme méthodologique** : pour expliquer les phénomènes sociaux, il faut étudier les comportements individuels qui sont rationnels. Il faut mettre en place un calcul économique (rechercher les moyens les moins coûteux pour obtenir le maximum d'effets) ayant pour but de maximiser l'utilité. Cette vision est anhistorique et abstraite.

Cette vision s'oppose aux tenants de l'école historique allemande : le **holisme méthodologique** qui consiste en l'étude des phénomènes de groupes pour expliquer les phénomènes sociaux. Or dans la mesure où les phénomènes de groupes sont historiques, il n'existe pas de loi en histoire, il ne peut donc pas en exister en économie. C'est une approche historique des phénomènes économiques et non généralisable.

Selon Menger, la conception subjective de la valeur fait qu'elle ne peut se prêter à aucune mesure quantitative. L'analyse de l'utilité est centrée sur la psychologie des agents et de l'action.

Il a une conception institutionnelle du marché fondée sur l'individualisme méthodologique : le marché est une institution qui régule la société et révèle les intentions des agents. Il possède donc une dimension politique.

Conclusion

Les marginalistes de la première génération concourent tous à renforcer la confiance dans les marchés. Mais à la fin du XIX^{ème} siècle, la confiance est ébranlée par les nouveaux effets de la généralisation de l'industrie : les ouvriers réclament une réduction du temps de travail et pas une augmentation de revenu. Ils ne sont pas seulement des consommateurs mais des citoyens qui aspirent à du bien être. L'Allemagne et le Japon pratiquent le dumping, la France et la Grande-Bretagne les accusent alors de concurrence déloyale. Le doute s'instaure alors sur les bienfaits du libre échange. On se retrouve confronté à deux questions :

- La prise en compte des aspirations au bien-être individuel
- Le libre échange est-il toujours avantageux ?

9.1.4 La seconde génération de marginalistes

Marshall va approfondir l'approche néoclassique tandis que Edgworth, Pareto et Pigou vont l'enrichir. Cette génération ouvre le programme de recherche néoclassique de la concurrence imparfaite.

Marshall, en voulant donner une signification concrète aux analyses marginalistes, va s'opposer à Walras : pour lui les marchés réels ne sont pas tous de CPP et il propose une manière de déterminer les prix dans ce cas.

Pour Walras, le marché de CPP est un marché idéal où il y a un équilibre général et où toutes les ressources de l'économie sont utilisées au mieux : il n'y a pas de gaspillage, les producteurs maximisent leur profit et les consommateurs maximisent leur utilité. Il pose les 3 conditions de la CPP :

- Les biens sont privés et parfaitement substituables
- Les rendements sont décroissants
- Les agents sont rationnels et price-taker : la rationalité est paramétrique et non stratégique.

La deuxième génération va s'opposer à ces conditions :

1. Il existe des biens
 - qui ne sont pas rivaux (comme les biens publics) et dont le marché ne sait pas fixer les prix.
 - dont la consommation ou la production crée des effets indésirables pour autrui sans que les responsables en paient le prix (externalité négatives de consommation ou de production).
2. Il existe des entreprises dans l'industrie qui ont des rendements constants voir croissants.

3. Les consommateurs sont aussi des citoyens qui recherchent leur bien-être : ils participent à la coopération sociale et en acceptent les termes parce qu'ils y ont tous intérêt. Ce processus à un coût (le respect des règles) mais aussi des bénéfices (obtenir une part supérieure à celle obtenue isolément). Se pose alors le problème de la répartition du produit social de sorte que chacun tire un bénéfice net.

Marschall (1842-1924)

C'est l'incarnation du libéralisme en économie et politique. En 1890 il écrit *Principes d'Économie Politique*.

Il s'intéresse aux entreprises : il constate que les rendements ne sont pas toujours décroissants, et il en tire les théories du producteur (au niveau des entreprises) et de l'équilibre partiel (au niveau des marchés).

Les théories du producteur Il distingue 3 types de rendements qui s'intègre dans les **rendements proportionnels** comportant 3 phases. Pour expliquer ces rendements proportionnels, il a mené une analyse fine des coûts de production où il en déduit la présence de

- Coûts Fixes qui sont indépendant de la production réalisée
- Coûts Variables qui sont les coûts des facteurs de production

Les 3 phases des rendements proportionnels dans le secteur industriel :

	RENDEMENTS		
	1. Croissants	2. Constants	3. Décroissants
Gains de productivité	Positifs	Nuls	Négatifs : l'augmentation de travail et capital fait baisser la production
Coûts Fixes	S'amortissent	Sont amortis	Augmentent
Coût marginal	Diminue	Est constant	Augmente
Bénéfice marginal	Augmente	Est constant	Diminue
Production	Continue	Continue	S'arrête lorsque Prix unitaire de vente = C_m

On retrouve le résultat standard $R_m = C_m$.

Ce programme ne peut pourtant pas être généralisé, car le programme de maximisation du producteur s'applique seulement pour :

- * Les entreprises aux rendements décroissants
- * Les entreprises aux rendements proportionnels

Et ne s'applique pas pour :

- * Les entreprises aux rendements croissants
- * Les monopoles naturels : les plus grosses entreprises remportent les parts de marché car elles produisent plus, ont des coûts plus faible, peuvent donc baisser les prix et ainsi éliminer leur concurrentes.

L'équilibre partiel On note une grande différence entre Marshall et Walras à la fois :

- sur la méthode (géométrique vs algébrique)
- sur les résultats (équilibre partiel vs équilibre général)

Selon Marshall, l'ajustement se fait par les quantités et non les prix. Il invente la **croix de Marshall** : la fonction d'O est croissante car le C_m augmente avec la production et la fonction de D est décroissante. Sur les marchés où le programme du producteur s'applique, l'équilibre peut être atteint. Sur les marchés où le programme du producteur ne s'applique pas, il n'y a pas d'équilibre. On ne peut donc parler que d'équilibre partiel car tous les marchés ne peuvent être à l'équilibre.

Edgeworth (1845-1926) et Pareto (1848-1923)

Edgeworth va mettre en place une « boîte » : c'est un outil permettant de lier l'analyse de l'échange sur un marché et l'analyse du bien-être. Pareto va généraliser le travail d'Edgeworth avec son critère permettant une situation en fonction du bien-être de chaque agent. Edgeworth aura 2 principaux apports :

1. **La consolidation de la représentation géométrique initiée par Marshall** : Il introduit les fonctions d'utilité et les courbes d'indifférence. Les fonctions d'utilités relient à tout panier de biens un niveau d'utilité, et les fonctions sont représentées par des courbes d'indifférences.
2. **La fondation de l'économie du bien-être** : L'allocation décrit une répartition des ressources disponibles dans une économie. La question étant de savoir si les agents peuvent améliorer leur bien-être simultanément. Pour cela il traite le cas d'une économie à deux agents et deux biens :

La **boîte d'Edgeworth** représente :

- l'ensemble des allocations
- le processus d'échange entre les agents
- les allocations mutuellement avantageuses

Cette boîte est représentée sous la forme d'un rectangle où la largeur est représentée les unités de biens A et la longueur les unités de biens B. Les agents arrêtent d'échanger lorsque au moins l'un d'entre eux n'a plus d'intérêt à l'échange. Les allocations sont représentées par tous les points du rectangle et sont situées sur la courbe des contrats lorsque les agents ne peuvent plus échanger.

Pareto ne veut pas limiter cette analyse à deux biens et deux agents. L'**optimum de Pareto** consiste en l'impossibilité d'améliorer la situation d'un agent sans détériorer celle de l'autre. L'équilibre général est optimal selon Pareto puisqu'il est obtenu en appliquant simultanément le programme de maximisation de tous les agents sur tous les marchés. La détermination de l'équilibre dépend de l'allocation de départ. Il existe

donc une infinité d'équilibres parétiens possibles dépendant de cette allocation.

Pigou (1877 - 1959)

Il est le fondateur de l'économie publique. Il pense que l'intervention de l'État est nécessaire dans les cas de :

1. Défaillance du marché : L'État permet de renforcer la logique marchande en palliant les défaillances concernant
 - **Les biens publics** : Le marché ne peut pas fixer leur prix, l'État devient alors producteur de biens publics. il doit déterminer la quantité optimale de biens publics à produire i.e celle qui maximise le bien-être collectif sous une contrainte de budget.
 - **Les externalités** : Le marché ne peut pas tenir compte de tous les coûts. On invoque alors la **théorie du pollueur-payeur** : celui qui pollue paye pour ses dégats et dommages fait à autrui.
2. Lutte contre les inégalités et la pauvreté : En modifiant l'allocation initiale, l'État permet d'améliorer le bien-être social. De là découle le **principe de Pigou-Dalton** : le transfert de richesse vers une personne pauvre qui ne modifie pas l'ordre des revenus améliore le bien-être. Ceci justifie les politiques de transfert vers les pauvres.

Chapitre 10

La révolution Keynésienne

L'objectif des keynésiens est d'expliquer pourquoi et comment l'État doit piloter l'économie. La révolution est double

- au niveau méthodologique : la réflexion se fait au niveau agrégé
- au niveau épistémologique : l'objet d'étude principal est la politique de l'État.

	NÉOCLASSIQUES	KEYNES
Analyse centrée sur	Les comportements d'O et de D sur les marchés et sur la détermination de l'équilibre.	La dynamique du système économique
Intervention de l'État	Par défaut pour pallier les défaillances du marché	Acteur économique dominant : il régule l'économie. Il existe des lois reliant les grandeurs agrégées et l'État en agissant sur eux modifie les équilibres.

Contexte historique

Cette rupture intervient dans le contexte d'un monde en profonde crise par la WWI et la crise de 1929.

À partir de 1914, les principes de libre circulation des capitaux et de changes fixes sont abandonnés. Les grands pays suspendent la convertibilité or de leur monnaie et la Grande Bretagne on instaure un contrôle des changes. En 1918, L'Europe est endettée en \$, l'inflation est générale et les outils de production sont détruits. S'impose alors une reconstruction du système productif et du système monétaire. Les néoclassiques proposaient comme solution de s'en remettre aux marchés. Mais des critiques apparaissent :

1. Les enjeux de la reconstruction sont énormes au niveau économique mais aussi politique. L'apparition de mouvements extrémistes proclament des

solutions rapides et radicales comparés à l'attentisme des néoclassiques

2. Les années 20 sont une période de croissance pour les USA qui commencent leur domination. Des mouvements spéculatifs très importants sont apparus, entraînant un boum spéculatif puis un krach boursier en 1929. Suivra alors la période de la Grande Dépression. Ceci renforce les critiques précédemment évoquées.

Face à l'inertie des néoclassiques et la démagogie des extrémistes, Keynes propose l'idée d'un État régulateur. C'est à la fois la solution politique la plus pertinente pour les gouvernements démocratiques et économiquement révolutionnaire. Cette idée est en rupture avec la tradition des classiques et des néoclassiques. Il rejette le libéralisme économique et la notion de l'équilibre de marché puisqu'il considère l'économie comme cyclique. Il renoue avec les préclassiques :

- les mercantilistes par sa vision d'un État régulateur
- les Physiocrates par leur approche cyclique de l'économie.

L'originalité réside dans le lien qui unie ces deux idées.

10.1 Keynes (1883-1946)

Il rédige en 1919 les *Conséquences économiques de la Paix* où il y dénonce les réparations humiliantes imposées à l'Allemagne par le Traité de Versailles. Dans son ouvrage de 1936 *Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt de la monnaie* il fonde l'approche macroéconomique, développe le principe de la demande effective et la notion de chômage involontaire.

Chez les mercantilistes, il reprend l'idée selon laquelle l'État doit réguler l'économie mais pour lui l'objectif est d'assurer le plein emploi (et non pas accroître les richesses du Prince). Chez les Physiocrates, il renouvelle l'idée de l'approche cyclique de l'économie autour de la notion de demande effective (et pas de la rente).

Par 3 concepts, il répond à la question de la régulation de l'économie et les moyens de le faire.

10.1.1 Le principe de la Demande Effective

Keynes s'oppose à la loi de Say : pour lui il existe des crises liées à l'insuffisance de la demande globale. Cette dernière est due à l'insuffisance de la demande effective.

Demande globale : consommation intermédiaire des entreprises + consommation finale des ménages.

Demande effective : demande globale anticipée par les entrepreneurs.

Si le moral des entrepreneurs est mauvais, ils anticipent une diminution de la demande globale et entretiennent eux-même cette baisse par la réduction de

leurs investissements. La production et l'emploi dépendent donc des anticipations des entreprises.

Le taux d'intérêt permet d'ajuster l'investissement et l'épargne. Mais même si l'épargne est égale à l'investissement, il se peut qu'il y ait trop peu d'épargne et trop peu d'investissement pour soutenir l'économie. Exemple : Il peut y avoir déséquilibre lorsque l'économie demeure durablement en sous-emploi alors que le taux d'intérêt est au plus bas.

Par conséquent, des déséquilibres durables de l'économie sont possibles (ce sont des équilibres de sous-emploi). Pour relancer l'activité, il faudra une dépense exogène supplémentaire venant s'ajouter à l'investissement des entreprises.

10.1.2 Le multiplicateur d'investissement

Keynes part du principe que la demande créée l'offre et que les déterminants du revenu (i.e la production) sont l'investissement et la consommation.

$$Y = C + I$$

où I = dépense d'investissement privé qui dépend de l'efficacité marginale du capital et du taux d'intérêt.

et C = dépenses de consommation finale qui dépendent du revenu et de la propension marginale à consommer c .

$$Y = c * Y + I$$

$$I = Y(1 - c)$$

$$\Delta Y = \frac{\Delta I}{(1 - c)}$$

Le revenu varie proportionnellement à la variation de l'investissement. On a alors un effet multiplicateur : si on dépense plus en investissement, on augmente la demande effective et par conséquent le revenu qui accroît la consommation.

10.1.3 Lutter contre le sous-emploi

L'État doit avoir pour objectif d'assurer le plein emploi pour résorber le chômage involontaire.

Chômage involontaire : à lieu quand la demande effective est inférieure au niveau de production permettant le plein emploi.

Il existe des solutions pour lutter contre le sous-emploi :

- Baisser les salaires mais cela a un effet négatif sur la consommation et donc sur la demande effective.
- Soutenir l'activité pour accroître la D effective et donc la D de travail puis la D globale.

Ceci par deux moyens :

- Par une politique budgétaire : il faut faire des dépenses d'investissement. La demande globale est stimulée par les dépenses publiques et est indirectement soutenues grâce aux allègements fiscaux visant à augmenter le revenu disponible et donc la consommation.
- Par une politique monétaire : il faut baisser le taux d'intérêt en augmentant la quantité de monnaie en circulation. On stimule alors la demande globale à travers l'augmentation de l'investissement et l'effet multiplicateur s'en suit. C'est un instrument limité car les risques d'inflation sont importants.

10.2 Les successeurs de Keynes

Entre les années 30 et 70, ce sont les heures de gloire des idées de Keynes - notamment avec le New Deal (politique de travaux publics), puis le Front Populaire (politique sociale) et enfin les 30 glorieuses (politiques conjoncturelles et contracycliques).

À partir des années 70, les idées de Keynes ont a long terme une portée ambiguë pour deux raisons :

1. Des remises en cause directes et durables suite aux crises liée à la stagflation (i.e une inflation avec une faible croissance économique et un grand taux de chômage). Les politiques de relances sont inefficaces et les gouvernements prônent le retour à des politiques de rigueur.

Les macroéconomistes libéraux Friedman et Lucas utilisent des raisonnements néoclassiques pour soutenir une politique économique libérale :

- une politique budgétaire stricte avec une diminution des dépenses publiques
- une politique monétaire stricte en restaurant la primauté du marché
- des relance par l'offre

Depuis les années 90, l'inflation a été maîtrisée mais il y a toujours des bulles spéculatives à répétition et un haut niveau de chômage avec une faible croissance.

2. Les idées de Keynes ont donné lieu a des courants très contrastés car puisqu'ils se sont de plus en plus éloignés des idées originales. On distingue 3 courants keynésiens :
 - Les post-keynésiens : les orthodoxes qui prolongent les idées de Keynes et perpétuent son héritage (Robinson, Kaldor).
 - Les néo-keynésiens : ils cherchent une synthèse entre la macroéconomie kéneysienne et la microéconomie néoclassique. C'est le fondement de la microéconomie de la macroéconomie keynésienne (Hicks, Samuelson).
 - Les nouveaux Keynésiens : ils élaborent les fondements de la microéconomie de la macroéconomie keynésienne en concurrence imparfaite.

Les plus influents ne sont pas les post-keynésiens car se pose la question de la radicalité des idées keynésiennes, puisqu'elles ont évolué en empruntant toujours plus au paradigme néoclassique. Les idées keynésiennes relancent toujours les débats :

- * sur un plan monétaire
- * sur un plan budgétaire
- * sur un plan de politique de l'emploi